



## Décision individuelle N° 2023-36

**Pétitionnaire** : Métropole Nice Côte d'Azur représentée par M. Frédéric CIAIS -  
DGAIE- PELCV- DIRECTION TERRITORIALE DE LA TINEE - DTT-GROUPE ETUDE ET TRAVAUX GDP  
**Adresse** : 29 Bld d'Auron 06660 St ETIENNE-DE-TINEE  
**Nature de la demande** : Travaux en cœur de Parc nécessaires à la sécurité civile  
**Intitulé du projet** : Réalisation d'un merlon de protection contre les chutes de blocs d'une longueur de 200 mètres, de 5m40 de base et d'une hauteur de 3m30  
**Localisation** : Parcelle Section B 0727 - RM 2205 32 + 700 - Commune de Roure

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 23 février 2023,

**Considérant** la demande de pré-cadrage formulée en date du 21 décembre 2022 par la Métropole Nice Côte d'Azur représentée par Monsieur Frédéric CIAIS, complétée par la demande d'autorisation en date du 20 février 2023,

**Considérant** que la demande porte sur la réalisation d'un merlon de protection contre les chutes de blocs constitué des matériaux issus du terrassement du talus naturel présent le long de la route métropolitaine,

**Considérant** qu'un éboulement rocheux est survenu sur la route métropolitaine 2205 dans l'après-midi du 10 décembre 2022 sur le territoire de la commune de Roure,

**Considérant** que, selon les résultats de l'étude géologique diligentée par la Métropole Nice Côte d'Azur à la suite de cet événement, la zone de départ se situe en falaise à environ 250 à 300 m de la route sur une crête présentant encore un nombre important d'éléments rocheux instables et que le traitement direct de la falaise engendrerait une régression importante de la crête,

**Considérant** que ces instabilités rocheuses menacent une route métropolitaine particulièrement fréquentée,

**Considérant** que ces travaux nécessitent le défrichement du talus sur une surface de 2500 m<sup>2</sup> avant de procéder à son terrassement,

**Considérant** que ces travaux répondent à un besoin de mise en sécurité des personnes et des biens,

**Considérant** néanmoins la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La Direction territoriale de la Tinée de la Métropole Nice Côte d'Azur, nommée ci-après le bénéficiaire et représentée par Monsieur Frédéric CIAIS, est autorisée à réaliser des travaux nécessaires à la sécurité civile dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Les travaux ont pour objet la réalisation d'un merlon de protection contre les chutes de blocs d'une longueur d'environ 200 m, de 5m40 de base et de 3m30 de hauteur. Il sera constitué des déblais issus du terrassement du talus naturel longeant la route métropolitaine. Le talus sera refaçoné de manière à assurer une stabilisation pérenne du versant.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à la prise en compte des enjeux naturalistes :

2.1. Un diagnostic écologique faunistique et floristique sera réalisé avant le démarrage des travaux et une mission d'accompagnement écologique de chantier sera assurée pour garantir l'évitement strict des espèces protégées. Le bilan de l'accompagnement écologique sera communiqué au Parc national du Mercantour à l'issue de la réalisation du chantier.

2.2. Toutes coupes d'arbre ne pourra être mise en œuvre qu'après vérification de l'absence de nid, de loge, de fissure et/ou après s'être assuré qu'elles sont inoccupées. Cette expertise sera réalisée par un écologue.

2.3. En fonction du résultat du diagnostic écologique, le bénéficiaire devra disposer des dérogations éventuellement nécessaires, de destruction d'espèces protégées délivrées par la DREAL avant le début des travaux susceptibles d'impacter les espèces ou leur habitat identifiés.

- Prescriptions concernant l'organisation et déroulement général du chantier :

2.4. Préalablement aux travaux, une délimitation du chantier à l'aide de piquets et de chaînettes sera réalisée en concertation avec le service territorial du Parc national du Mercantour.

Contacts service territorial :

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)) et 06 14 06 26 85

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)) et 06 24 70 20 71

2.5. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

2.6. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, de la date prévue des travaux a minima 7 jours ouvrés avant le démarrage de ces derniers.

2.7. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant éventuellement des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris zones de stockage des matériaux) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire. Leur repérage préalable devra être effectué par l'écologue et un représentant du Parc national du Mercantour.

2.8. Pendant toute la durée des travaux, un dispositif succinct d'information du public sera mis en place au départ de la piste afin de l'informer de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et intégralement déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

2.9. Les dispositifs d'information ainsi que leur support ou système de fixation devront être entièrement amovibles. Ces dispositifs devront présenter les autorisations administratives reçues en matière de travaux et circulation.

- Prescriptions relatives au défrichement

2.10. Le débroussaillage et la coupe des arbres seront réalisés **avant le 17 mars 2023** et exclusivement à l'aide d'outils thermiques auto-portés.

2.11. Les rémanents de végétation seront mis en tas régulièrement espacés les uns des autres, afin d'éviter un "paillage" épais de la couche supérieure du sol qui empêcherait toute reprise de la végétation herbacée et l'installation de colonies d'insectes saproxyliques et décomposeurs.

2.12. Les éventuels troncs d'arbres seront également laissés sur place ou déplacés en zone forestière, sans être tronçonnés, pour préserver les plus grandes longueurs de bois mort au sol.

2.13. Tout brûlage est strictement interdit (bois, débris de végétation).

- Prescriptions relatives à la remise en état des lieux

2.14. Le bénéficiaire devra prévoir la récolte de graines et de végétaux au moment des travaux afin de pouvoir revégétaliser le talus et le merlon créés.

2.15. La terre végétale constituant la couche supérieure du sol du talus et née de la décomposition de la matière organique, sera réservée et régalée sur le merlon de terre et le talus afin de favoriser sa revégétalisation.

2.16. Aucun semis ou plantation issus de variétés commerciales n'est autorisé pour assurer la revégétalisation des talus et du merlon. La revégétalisation est assurée par une recolonisation naturelle de la végétation locale.

2.17. Le bénéficiaire devra assurer la surveillance de la recolonisation végétale des zones terrestres concernées et en cas de repousse ou d'apparition d'une espèce envahissante – type buddleia et/ou robinier faux-acacia -, en informer le plus tôt possible le service territorialement concernée du Parc national.

Les modalités de gestion de la végétation sur ces zones devront être adaptées en conséquence et en concertation entre les deux services.

- Prescriptions relatives aux déchets et risques de pollution accidentelle

2.18. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.19. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.20. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci seront installés sur des bacs de rétention pour éviter toute fuite dans le milieu naturel, de même que le(s) réservoir(s) d'hydrocarbure.

2.21. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Un kit anti-pollution sera prévu.

2.22. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.23. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de sa notification jusqu'au 16 mars 2023 inclus pour le défrichement et pour la durée des travaux de terrassement et de réalisation du merlon.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette autorisation n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (forestières, environnementales ou d'urbanisme) en vigueur applicables au projet intéressé.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 03 mars 2023

La directrice-adjoint  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :  
- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.